



Informations de base	
2025/2691(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur le retour des enfants ukrainiens transférés de force et déportés par la Russie Subject 4.10.03 Protection de l'enfance, droits des enfants 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général 6.10.09 Situation des droits de l'homme dans le monde Zone géographique Russie Fédération Ukraine	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
07/05/2025	Débat en plénière		
08/05/2025	Décision du Parlement	T10-0096/2025	Résumé
08/05/2025	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2025/2691(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150-p2 Règlement du Parlement EP 150
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B10-0247/2025	05/05/2025	
Proposition de résolution		B10-0249/2025	05/05/2025	
Proposition de résolution		B10-0250/2025	05/05/2025	
Proposition de résolution		B10-0252/2025	05/05/2025	
Proposition de résolution		B10-0255/2025	05/05/2025	

Proposition de résolution	B10-0258/2025	05/05/2025	
Texte adopté du Parlement, lecture unique	T10-0096/2025	08/05/2025	Résumé

Résolution sur le retour des enfants ukrainiens transférés de force et déportés par la Russie

2025/2691(RSP) - 08/05/2025 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 516 voix pour, 3 contre et 34 abstentions, une résolution sur le retour des enfants ukrainiens transférés de force et déportés par la Russie.

Le texte adopté en plénière a été déposé par les groupes PPE, S&D, ECR, Renew, Verts/ALE et les députés.

Depuis février 2022, environ 20.000 enfants ukrainiens ont été expulsés de force vers la Russie et la Biélorussie ou détenus dans des territoires ukrainiens temporairement occupés. Seuls 1293 d'entre eux ont été rapatriés et 624 sont décédés, selon l'initiative «Bring Kids Back UA» du président Zelensky. Ces chiffres sont probablement bien plus élevés, car ces transferts et expulsions se poursuivent.

Le Parlement a condamné fermement les actes de violence de la Fédération de Russie et la complicité de la Biélorussie dans les mauvais traitements infligés aux enfants ukrainiens, notamment les meurtres, les transferts et expulsions forcés, les adoptions illégales, les abus et l'exploitation sexuels, la russification forcée et la militarisation. Il souligne que ces actes s'inscrivent dans une stratégie génocidaire visant à effacer l'identité ukrainienne.

Les députés ont exhorté l'UE à demander des comptes aux responsables et à sanctionner les personnes et entités impliquées dans ces crimes. Ces crimes doivent cesser immédiatement et la Russie doit communiquer l'identité et le lieu de détention de tous les enfants ukrainiens expulsés, et garantir leur bien-être et leur retour sûr et inconditionnel.

Le Parlement regrette que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ne parvienne pas à remplir sa mission de protection des enfants ukrainiens déportés vers la Russie et la Biélorussie ou se trouvant dans des territoires ukrainiens temporairement occupés.

L'UE est appelée à coopérer étroitement avec les autorités ukrainiennes et les organisations internationales et non gouvernementales, et à les soutenir dans leurs efforts visant à documenter tous les enfants ukrainiens disparus et déportés. Les députés ont souligné que tout véritable accord de paix doit prévoir le rapatriement de ces enfants et la responsabilisation des personnes concernées par les transferts forcés et les expulsions.